



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 21 novembre au 27 novembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations avec les États-Unis

Le président López Obrador a envoyé un courrier à Nancy Pelosi pour lui demander d'accélérer la ratification de l'accord commercial nord-américain (USMCA). Le ministre des affaires étrangères, M. Ebrard, a par ailleurs indiqué que le Mexique avait rempli ses engagements dans le cadre de la réforme du droit du travail, et que le blocage était désormais lié à la politique intérieure étatsunienne.

J. Seade, vice-ministre des affaires étrangères pour l'Amérique du Nord, n'écarte pas la possibilité d'une ratification de l'USMCA par le congrès étatsunien dans les prochains jours. Il a toutefois indiqué qu'elle pourrait être aussi reportée à février 2020, voire à après les élections présidentielles étatsuniennes de novembre 2020.

Présentation du Plan National d'Infrastructures

Le président AMLO a présenté un plan d'investissement en infrastructures qui repose intégralement sur le financement par le secteur privé, pour un total de 44 Mds USD ciblant 147 projets sur la période 2020-2024. 22 Mds USD pourraient être investis dès 2020 avec l'objectif d'atteindre un montant d'investissement de 5 % du PIB. Le plan a été annoncé de concert avec le président du CCE (conseil de coordination entrepreneurial) C. Salazar, et le président de l'association des banques mexicaines L. Niño de Rivera. Le plan a été bien accueilli par les analystes et par le secteur privé. La majorité des projets concerne les transports (101 projets, notamment les routes et les ports) et ils sont répartis sur l'ensemble du territoire mexicain.

Le financement des projets serait intégralement issu du secteur privé : les banques participeront à hauteur de 4,3 Mds USD par an, tandis que les fonds de pensions contribueront pour 2 Mds USD annuels et d'autres fonds privés et des investisseurs étrangers pour 1,3 Md USD annuels.

Économie

Après révision des chiffres par l'institut des statistiques, le Mexique est entré en récession : l'économie mexicaine a stagné (0,0 % g.t.) au T3 2019, soit une contraction de 0,2 % g.a, selon les chiffres définitifs. Par ailleurs, les révisions faites pour les deux premiers trimestres (-0,1 % g.t. à chaque trimestre) font état d'une récession technique sur le 1^{er} semestre. En stagnation sur les 9 premiers mois de l'année, l'agriculture (+2 %) et les

services (+0,6 %) contribuent positivement, tandis que l'industrie contribue négativement (-1,7 % g.a.).

Le FMI et la Banque centrale mexicaine (Banxico) ont tous deux abaissé leurs prévisions de croissance pour le Mexique en 2019, à 0,0 % contre 0,4 % et 0,5 % précédemment. Il s'agirait ainsi de l'année enregistrant la plus faible croissance depuis la crise de 2009. Banxico estime toutefois que l'économie entamerait une récupération en 2020, avec 1,3 % de croissance, pour atteindre 1,8 % en 2021.

Les exportations mexicaines ont atteint 40,7 Mds USD sur le mois d'octobre, soit une baisse de 1,5 % g.a. et la plus forte chute en 3 ans, selon l'INEGI. Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse, après -1,3 % g.a. en septembre. La baisse des exportations est en partie due à la très faible croissance des exportations non-pétrolières (+0,4 % g.a.) liée notamment à la forte baisse des exportations d'automobiles (-19,5 % g.a, le niveau le plus faible depuis 2015). Les exportations pétrolières ont, quant à elles, baissé de 30,4 %, dans le cadre de la stratégie de relance du raffinage domestique par PEMEX.

La balance courante mexicaine a enregistré un excédent de 2 Mds USD au T3 2019, soit 0,7 % du PIB. Il s'agit du 2^{ème} trimestre consécutif d'excédent de la balance courante. La Banque centrale (Banxico) et les économistes justifient cet excédent par la décélération de l'économie mondiale et par la stagnation de l'économie nationale qui affecte les importations de biens d'équipement.

L'inflation atteint 3,1 % (+0,68 % g.m.) sur la première quinzaine de novembre, permettant selon certains économistes à Banxico d'envisager une nouvelle baisse du taux directeur avant la fin de l'année. Cette légère hausse au mois de novembre est notamment due à la hausse des prix de l'électricité dans certaines villes du pays (Mexicali, Chihuahua, La Paz, etc) et à la hausse des prix des produits agricoles (+3,8 % g.m.).

Le FMI a renouvelé la ligne de crédit flexible du Mexique pour deux ans supplémentaires. Le montant de celle-ci a toutefois été abaissé, passant de 73,4 Mds USD lors de la précédente revue à 61 Mds USD. La ligne est régulièrement renouvelée depuis la première souscription en 2009 et n'a jamais été utilisée par les autorités mexicaines. Ces dernières ont indiqué leur volonté de revoir à la baisse le montant de cette ligne au cours de l'année 2020.

Le secteur de la construction a enregistré un quinzième mois consécutif de baisse de son activité au mois de septembre (-10 % g.a.). Le nombre de salariés a diminué de 2,7 % g.a. En détail, l'activité du secteur du bâtiment s'est contractée de -9 % g.a. sur les neuf premiers mois de l'année.

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé que la faible croissance économique mexicaine affectera les comptes budgétaires, la capacité de l'État à répondre à la dette de PEMEX et donc sa note souveraine. L'agence indique cependant que « *l'investment grade* » de la notation souveraine du Mexique n'est pas en danger.

Finances publiques

Le congrès mexicain a approuvé le budget des dépenses pour 2020 le 22 novembre dernier. Le budget s'élève à 313 Mds USD (6,1 billions MXN, +1,5 % vs. 2019) soit 583 M USD de plus que le projet initial du gouvernement.

Le budget pour 2020 reflète les priorités du gouvernement : le ministère de l'Energie voit son budget multiplié par près de 20 dans le cadre du financement de la nouvelle

raffinerie de Dos Bocas ; PEMEX enregistre une hausse de +9,3 % de son budget ; le budget du ministère du bien-être augmente de 17 % ; et le budget du ministère du travail, en charge du programme de bourses et d'apprentissage pour les jeunes, est multiplié par près de 7. À l'inverse, le ministère des communications et des transports, acteur majeur pour stimuler l'investissement en infrastructures, a vu son budget diminuer de 40 % en deux ans.

Le budget 2020 alloue 2,2 Mds USD de ressources au Ministère de l'agriculture, en baisse de 27 % par rapport à l'an dernier. Ce budget, le plus faible depuis 1991 pour le secteur agricole, concentre les aides vers les programmes de subventions créés par le nouveau gouvernement, notamment les programmes de crédit à l'élevage, les programmes d'acquisition de fertilisants, de prix garantis pour les produits alimentaires de base et de production pour le bien être. Les crédits destinés à la commercialisation des produits agricoles et au soutien des moyennes et grandes exploitations seront significativement réduits.

Le vice-ministre des finances G. Yorio a indiqué que la réforme fiscale pourrait être anticipée si les recettes publiques n'atteignent pas les montants prévus par le budget pour 2020. Une potentielle réforme bénéficierait, selon le vice-ministre, d'un appui de l'OCDE. Pour mémoire, le FMI estime le taux d'évasion à la TVA à 50 %, et le Mexique est le pays de l'OCDE qui collecte le moins de recettes fiscales.

Entreprises et grands contrats

PEMEX prévoit d'augmenter de 36 % la production de pétrole brut dans le champ d'Ek Balam, qui produira ainsi 68 000 barils de brut par jour en 2020. L'investissement s'élèvera à 1,2 Md USD pour le forage de 12 nouveaux puits. PEMEX a par ailleurs annoncé un autre investissement de 87 M USD pour un contrat de production partagé avec l'entreprise anglaise Petrofac pour le forage de trois nouveaux puits qui s'ajoutent aux 41 déjà exploités sur le champ de Santuario-El Golpe.

80 % des entreprises mexicaines n'ont pas contracté de nouveaux prêts bancaires au troisième trimestre 2019 contre 75 % au T2 2019 selon une enquête de Banxico. La situation économique du pays, les niveaux de taux d'intérêts élevés du marché et les montants exigés en garantie ont été les raisons mises en avant par les entreprises. Les crédits-fournisseurs continuent d'être la principale source de financement pour les entreprises (78 % au T3 2019).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 27/11/2019
Bourse (IPC)	-1.2 %	+5,1 %	43 063 points
Taux de change USD/Peso	+0,3 %	-3,8 %	19,53 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0.3 %	-6.9 %	21,48 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+3.3 %	-4.1 %	51.24 USD/b

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Selon un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), les exportations de services des pays d'Amérique centrale ont atteint 38,1 Mds USD en 2018. Le Panama (13,7 Mds USD), la République Dominicaine (8,9 Mds USD) et le Costa Rica (8,8 Mds USD) sont les principaux exportateurs, suivis du Guatemala (2,7 Mds USD), du Salvador (1,9 Mds USD), du Honduras (1,3 Mds USD) et du Nicaragua (0,8 Mds USD). Selon le rapport, les services aux entreprises et les services informatiques justifient la croissance des exportations dans la plupart des pays de la région.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Les recettes fiscales ont représenté 10,5 % du PIB en octobre dernier (+0,5 point de pourcentage g.a.). Cette hausse traduit l'amélioration de la collecte de la TVA et de l'impôt sur le revenu et le capital.

Le déficit budgétaire du secteur public costaricien s'établit à 3,2 % du PIB en septembre dernier, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage (g.a.). La dette du secteur public s'établit à 70,9 % du PIB.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La Chambre Salvadorienne des Petits et Moyens Producteurs Agricoles (CAMPO) estime que 27,4 M USD d'investissements ont été perdus en 2019 en raison de plusieurs sécheresses durant l'année et des fortes pluies d'octobre dernier. Ces pertes affectent surtout les cultures de maïs (18,8 M USD) et de haricots (8,5 M USD).

Le vice-ministère des transports évalue la possibilité de construire un train aérien dans l'Aire Métropolitaine de San Salvador (AMSS) avec l'appui de la BID. L'étude préliminaire au projet souligne que l'infrastructure actuelle peut accueillir 750 000 véhicules. Pour mémoire, la zone métropolitaine compte plus d'un million de véhicules.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

L'Association de l'industrie sucrière estime la production à 2,9 M de tonnes métriques pour la saison 2019-2020, soit l'équivalent de la saison passée. Le Guatemala est le 3^{ème} producteur de sucre d'Amérique latine et le 9^{ème} à l'échelle mondiale. Il est le 2^{ème} exportateur de la région latino-américaine et le 4^{ème} mondial. Environ 70 % de la production est destinée à l'exportation, et les Etats-Unis – principal partenaire du secteur – importent 11,4 % de la production guatémaltèque. Les exportations de sucre et de ses dérivés (alcool et mélasse) représentent quant à elles 7 % des exportations et ont généré 766 M USD en 2018.

Le Ministère de l'Economie et le Bureau du Procureur de la Nation (PNG) ont reçu une plainte de l'entreprise Grupo de Energia de Bogota risquant d'exposer l'État à un litige. La plainte concerne la fixation d'une TVA spécifique dans le secteur de la distribution d'électricité qui entraînerait des coûts supplémentaires pour le groupe colombien.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a signé un contrat d'expertise-conseil de près de 726 000€ avec le bureau d'études français SETEC pour le développement d'une étude de faisabilité d'un réseau de transport par câble aérien à

Tegucigalpa. L'étude est réalisée avec les ressources du Fonds d'Etudes et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) de la Direction Générale du Trésor. Le projet vise à augmenter la mobilité urbaine de Tegucigalpa et de Comayagüela, notamment de la périphérie vers le centre-ville.

L'ex-ministre au Tourisme a annoncé que 3 compagnies aériennes internationales avaient exprimé un intérêt pour le développement de lignes au Honduras. Il s'agit de Westjet Airlines Ltd (Canadienne – qui souhaite s'installer à Roatan et à San Pedro Sula), et les compagnies mexicaines Interjet et Volaris. 2,35 M de voyageurs ont utilisé les 4 terminaux aéroportuaires du pays en 2018, soit +52 % par rapport à 2015.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le FMI a revu sa prévision de croissance pour 2019 et estime la baisse du PIB à -5,7 % sur l'année. Il justifie cette révision par la détérioration de la confiance, la mise en place de sanctions internationales ayant aggravé les restrictions de financement et réduit les investissements et l'emploi. L'inflation est prévue à 6,4 %, pour fin 2019, soit près du double de l'inflation fin 2018. À noter qu'une mission du FMI s'est rendue au Nicaragua le 29 octobre dernier dans le cadre de l'article IV pour le Nicaragua.

L'agence de notation Fitch Ratings a revu sa perspective pour le Nicaragua, qui passe de « Négative » à « Stable ». Fitch maintient la note du pays à « B- » en raison des risques liés à l'instabilité politique et aux restrictions de financements dans le cadre des sanctions internationales. L'amélioration des perspectives est liée à la stabilisation des réserves internationales et des dépôts bancaires. Fitch pronostique une baisse du PIB de -4,3 % pour 2019, en parallèle d'une hausse des recettes fiscales de 14 % en 2019 grâce aux réformes.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

L'économie panaméenne enregistre une croissance de 3,2 % entre janvier et septembre 2019, croissance inférieure aux estimations des organisations internationales.

Le gouvernement a émis pour 1,3 Md USD de titres publics panaméens sur les marchés internationaux le 20 novembre dernier. La demande pour ces titres a atteint 3 Mds USD. Les titres émis prendront échéance en 2030 et 2053, à des taux respectifs de 2,8 % et 3,6 %. Pour mémoire, **le déficit du secteur public atteint 2,5 Mds USD en septembre 2019 (3,6 % du PIB), soit 250 M USD de plus qu'en 2018.**

Le Consortium coréen HPH Joint Venture a remporté l'appel d'offre pour la réalisation de la ligne 3 du métro. Deux banques françaises financeront le projet : le Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB, 400 M USD) et BNP Paribas (320 M USD). Sumitomo Mitsui Banking Corporation, Banque de Tokyo (500 M USD), Kexim (400 M USD) Citibank (400 M USD) et Santander (300 M USD) participeront également au financement.

Une délégation panaméenne se rendra à Paris pour la réunion annuelle du Forum Global sur la Transparence et les échanges d'information fiscale organisé par l'OCDE. Le Ministre de l'économie et des Finances, H. Alexander, se réunira également avec le Ministre français de l'Action et des Comptes Publics, G. Darmanin.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

La République dominicaine, la Jamaïque et Cuba sont les leaders de la construction hôtelière dans la zone caribéenne, selon la STR – une agence de conseil dans l'hôtellerie. 5 700 chambres sont en construction en République dominicaine (+7,9 % vs. 2018), contre 1 900 chambres en Jamaïque (+7,7 % g.a.). Par ailleurs, 1 100 chambres sont en construction à Cuba (+1,7 % g.a.). Au total dans la région, 30 800 chambres sont en construction, soit une augmentation de +17 % g.a.

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Quelques jours après l'Equateur, la Bolivie a suspendu l'accord bilatéral de coopération médicale avec Cuba. Les nouvelles autorités boliviennes soupçonnent certains professionnels de santé cubains d'avoir financé les manifestations soutenant l'ancien président Evo Morales et de participer à des actes de violence. Après la détention de 10 cubains, Cuba a rapatrié 1 000 de ses citoyens, dont près de 700 coopérants de la santé. Les exportations de services de santé seront fragilisées alors qu'elles représentent la première source de devises du pays et sont primordiales pour l'équilibre de la balance des paiements.

Business France et le centre pour la promotion du commerce extérieur et de l'investissement étranger de Cuba (ProCuba) ont signé un accord de collaboration et d'assistance technique le 22 novembre dernier pour la mise en place d'un programme d'échange d'expériences et de renforcement des capacités. Ce programme, d'une durée de 30 mois, bénéficiera à deux des secteurs figurant sur la feuille de route de l'Agence Française de Développement (AFD) à Cuba encore à définir. Il devrait déboucher sur la mise à disposition par Business France d'un expert technique dès janvier 2020.

Haïti

2018 – PIB : 9,5 Mds USD | Pop : 11,1 M hbts

Le FMI estime que la croissance en Haïti atteindra -1,2 % pour l'année fiscale 2018/19 ayant pris fin en septembre dernier. Les services du FMI projettent une stagnation du PIB en 2020, et une très faible croissance (+0,9 %) en 2021, et jugent, par ailleurs, irréaliste une résolution de la crise socio-politique à court terme. Le FMI estime que la poursuite de la crise politique actuelle serait dévastatrice pour le pays en raison des pertes de capital physique et de capital humain. Les services du FMI se sont rendus à Port-au-Prince pour la revue de l'économie haïtienne dans le cadre de l'article IV.

Le ministre de l'économie et des finances, J. Jouthe, et le gouverneur de la Banque centrale J. Baden Dubois ont signé un « pacte de gouvernance économique et financière » pour l'exercice fiscal 2019-2020. Ce pacte vise à la bonne gestion des dépenses publiques pour limiter le financement monétaire du déficit public par la Banque centrale, alors que l'inflation atteint près de 20 % g.a. en septembre. Le FMI a félicité les autorités haïtiennes pour la signature de cet accord.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le gouverneur de la Banque centrale jamaïcaine s'est engagé à maintenir la stabilité et à limiter la volatilité sur le marché de l'USD/JMD, indiquant qu'elle interviendra autant de fois qu'il sera nécessaire. Pour mémoire, la Banque centrale a injecté 140 M USD dans les jours

ayant suivi le 14 novembre afin de maintenir la stabilité du cours USD/JMD, soumis à un d'importantes pressions à la baisse.

La banque de développement de la Jamaïque, en coopération avec les banques commerciales, a annoncé qu'elle offrira 320 Mds USD (45 Mds JMD) de prêts aux micros, petites et moyennes entreprises sur les 5 prochaines années. Les prêts seront fournis via un fonds de stimulation du crédit, abondé notamment par la BID (20 M USD) et la Banque Mondiale (5 M USD).

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

La confiance des consommateurs a enregistré sa 4^{ème} baisse consécutive en novembre dernier. L'indice de confiance atteint 125,5 points (-0,6 pts vs. octobre). S'il reste à un niveau élevé, l'indice a perdu 12,4 pts depuis l'atteinte de son pic en octobre 2018. Les économistes expliquent la baisse via l'incertitude des ménages quant aux perspectives de croissance et d'emploi.

L'indice d'activité manufacturière a augmenté en octobre dernier, à 62,3 pts (+8,2 pts vs. septembre), soit son deuxième mois consécutif à la hausse. Ces bons résultats sont liés à la croissance des ventes et de la production ainsi qu'à une augmentation de l'emploi manufacturier.

La République dominicaine a adhéré à l'accord contre le blanchiment d'argent de l'OCDE, dans le cadre du forum global pour la transparence fiscale. Le ministre des finances D. Guerrero a indiqué que cette signature représentait un signe supplémentaire de l'engagement des autorités dominicaines contre le blanchiment d'argent.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

